

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 25 octobre 2023

477, boulevard de la Dollée

BP 70271

50001 Saint-Lô Cédex

Téléphone : 02 50 71 50 54

ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mont Blanc

2 rue du capitaine Rex Combs

50480 Sainte-Mère-Église

Références : 2023.666

Code AIOT : 0005302864

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement Mont Blanc implanté 2 rue Rex Combs 50480 Sainte-Mère-Église. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mont Blanc
- 2 rue Rex Combs 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mont Blanc exploite à Sainte-Mère-Église une usine de crèmes dessert et de yaourts en gourde. Environ 250 salariés y travaillent. La production et les effectifs sont en hausse du fait d'une forte demande étrangère. De nouvelles lignes ont été récemment installées. D'autres agrandissements et améliorations sont prévus dans les années à venir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation d'eau
- rejets dans l'eau
- émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 9	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Conformité au dossier de modification	AP Complémentaire du 23/05/2023, article 5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Emissions sonores	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 17	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Déversement accidentel du 22/05/2023	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Refroidissement en circuit ouvert	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles	AP Complémentaire du 23/05/2023, article 3

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 10
6	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Périmètre des installations contrôlées : espaces extérieurs, zone des utilités (tours aéroréfrigérantes, chaufferie, etc.), point de rejet des eaux industrielles.

L'objectif principal de l'inspection a été de faire le point sur les consommations en eau du site. Si la consommation maximale annuelle est respectée, la consommation spécifique maximale (en m³ par tonnes de produits finis) est dépassée depuis plusieurs années. Elle a même augmenté depuis 2016 pour atteindre en moyenne 16 à 17 m³/t. Selon l'exploitant, cela est dû au lancement de nouveaux types de production consommant plus d'eau (yaourts et crèmes dessert en gourde). L'exploitant ayant lancé depuis 2021 un plan d'économies d'eau afin de respecter sa consommation spécifique maximale autorisée (égale à 14 m³/t de produits finis), aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

L'inspection a également été l'occasion de revenir sur le déversement accidentel d'eaux industrielles non traitées dans le cours d'eau proche (le Merderet) signalés cet été. Si les canalisations percées à l'origine de ce déversement ont été réparées, l'exploitant n'a pour l'instant pas mis en place de surveillance périodique de son réseau de canalisations, par ailleurs vieillissant. Des mesures complémentaires sont attendues afin de prévenir tout risque de pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux de surface du fait des pertes d'étanchéité de ce réseau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2018, article 9			
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations en eau			
Prescription contrôlée : Il est ajouté un article 13.1 à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2001 susvisé comme suit : « Article 13.1 :L'alimentation en eau du site est réalisée à partir de 2 forages F2 et F3 et par le réseau public communal :			
		Coordonnées Lambert 93	
Forage	Profondeur (m)	X (m)	Y (m)
F2	69	384 179	6 228 477
F3	72	384 144	6 928 521
L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les flux d'eau. A l'occasion des remplacements et de réfection de matériel, il devra rechercher par tous les moyens			

économiquement acceptables à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuit ouvert ou semi ouvert est notamment interdite, à l'exception des éventuelles opérations de maintenance ponctuelles.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal Horaire (m ³ /h)
Eau souterraine (F2)	Trias du cotentin est et bessin	FRHG402	505 000 m ³ /an	55 m ³ /h
Eau souterraine (F3)				55 m ³ /h
Réseau public	Commune de Sainte Mère Eglise	/	En cas d'indisponibilité des forages	/

Le volume maximal d'eau consommé est limité :

- à 15 m³ par tonne de produit fini jusqu'au 31 décembre 2020 ;
- à 14 m³ par tonne de produit fini à partir du 1er janvier 2021.

Ce ratio est dénommé « consommation spécifique ». Cette limitation ne concerne pas le réseau incendie de l'établissement..

L'exploitant calcule une fois par mois la consommation spécifique de ses installations. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Le forage F1 qui n'est plus utilisé, sera rebouché dans les règles de l'art, au plus tard le 31 décembre 2018 (arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain). Le dossier accompagnant cette opération est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise la déclaration de cette opération au BRGM.

Les plans des réseaux eaux usées et eaux pluviales sont mis à jour . »

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente ses relevés de consommation pour 2022 et 2023. L'établissement a consommé 471 053 m³ en 2022 et 334 625 m³ en 2023 (période du 1^{er} janvier au jour de l'inspection), ce qui est inférieur aux capacités maximales autorisées.

L'exploitant présente également les justificatifs du calcul de ses consommations spécifiques de 2016 à 2023. Si en 2016, ces dernières étaient proches de la capacité maximale autorisée (15,5 m³/t en 2016 et 14,7 m³/t en 2017, pour un maximum fixé à 14 m³/t), elles ont fortement augmenté par la suite :

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Consommation d'eau spécifique (moyenne annuelle) (m ³ /t)	14,5	14,7	16,6	17,2	17	17,2	16,4

NON-CONFORMITE : la consommation d'eau spécifique maximale est dépassée.

Selon l'exploitant, cela est dû à l'ajout de lignes consommant beaucoup d'eau, liées à production de nouveaux produits (gourdes, yaourts). Ces lignes avaient été portées à la connaissance des services de l'inspection (modification actée par l'arrêté préfectoral du 23/05/2023). La ligne V9 devrait être mise en place d'ici la fin de l'année 2023, tandis que le lancement de la ligne V8 est reporté à 2024.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place des actions de réduction des consommations d'eau de manière à augmenter sa production sans besoin d'augmenter sa consommation maximale d'eau annuelle (égale à 505 000 m³/an). Plusieurs l'ont déjà été depuis 2022, par exemple l'optimisation des stations de nettoyage en place (NEP), le remplacement de l'une des tours aéroréfrigérantes par une tour moins consommatrice, le remplacement de l'osmoseur, la récupération de certains condensats (chaudières, évaporateurs) et l'arrêt de certains systèmes à eau perdue. Des actions complémentaires restent à mettre en place : la récupération de l'eau des stérilisateurs, l'alimentation partielle des tours aéroréfrigérantes par les eaux issues de l'osmoseur et de manière plus générale la suppression de tous les systèmes de refroidissement en circuit ouvert. L'ensemble de ces mesures représente une économie d'eau d'environ 120 000 m³/an.

Ces modifications ont été portées à connaissance par courrier du 05/10/2023. Leur analyse est en cours.

L'exploitant s'engage à poursuivre ses efforts dans les années à venir afin de pouvoir mettre en place, d'ici 2026, jusqu'à 3 nouvelles lignes de gourdes à consommation d'eau constante (projet encore non porté à connaissance). Il vise à terme une consommation spécifique de 7 m³/t.

Du fait de ces engagements et des efforts déjà réalisés par l'exploitant, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

La connaissance de la répartition des consommations au sein de l'usine semble insuffisante. En effet, si un diagramme a été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection, ce dernier est antérieur à la mise en place des dernières lignes de productions et des dernières mesures de réduction des consommations. L'exploitant estime que la répartition actuelle de ses consommations est la suivante :

Usage de l'eau	Répartition (%)
lavage des lignes et des locaux	~30%
Eau en tant qu'ingrédient	~30%
Stérilisation	~10 %
Tours aéroréfrigérantes	~10 %
Autres usages	~20 %

Une partie des consommations n'est ainsi pas identifiée, et les pertes ne sont pas estimées. Selon les documents de suivi présentés par l'exploitant, de nombreux compteurs intermédiaires ne fonctionnent plus mais l'exploitant a prévu de les réparer dans les mois qui viennent. L'exploitant gagnerait à renforcer sa connaissance de ses consommations : cela pourrait lui permettre de réaliser de nouvelles économies d'eau. **Par conséquent, en parallèle des actions de réduction des consommations pour lesquelles il s'est engagé, l'exploitant réalisera un bilan hydrique fin de ses**

activités. Ce bilan identifiera avec précision le poids des différents postes de consommation de ses installations, si besoin en s'appuyant sur un cabinet d'étude spécialisé. L'exploitant gagnera à le mettre à jour chaque année.

Concernant le comblement du forage F1, l'exploitant présente un rapport de fin de travaux en date du 17/12/2018 réalisé par la société Bonnier Forage. Selon ce rapport, le comblement a été réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains.

Observations : l'exploitant veillera à porter à connaissance, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la modification des horaires de fonctionnement (prévue dès cette fin d'année) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (par exemple, l'impact sur le trafic routier, les émissions sonores et lumineuses).

L'exploitant veillera également à déterminer sa consommation de référence au titre de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE afin de préparer les futures périodes de sécheresse.

Il est enfin rappelé à l'exploitant que les prescriptions relatives à la consommation d'eau de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 (relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire) entrent en application à compter du 04/12/2023. Ces prescriptions, ainsi que les engagements pris dans le dernier dossier de réexamen remis, pourront faire l'objet d'une inspection ultérieure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles en sortie de l'établissement sont définies dans le tableau ci-dessous. Ces effluents rejoignent pour traitement la station d'épuration collective industrielle de Chef-du-Pont avant rejet dans le cours d'eau Le Merderet (FRHR327), affluent de la Douve. Les effluents sont acheminés depuis le site Mont-Blanc vers la station d'épuration de Chef-du-Pont au moyen de deux canalisations enterrées.

Débit maximum : 1 300 m³ par jour		Débit maximum hebdomadaire (du lundi au dimanche) : 7 000 m³	
Température : < 35°C pH compris entre 5,5 et 10			
Paramètre	Concentration maximum	Flux maximum	Flux maximum hebdomadaire (du lundi au dimanche)
MES	1255 mg/l	960 kg/j	4416 kg
DCO	6538 mg/l	5000 kg/j	23000 kg
DBO5	3596 mg/l	2750 kg/j	12650 kg
NGL	177 mg/l	135 kg/j	621 kg
Ptotal	48 mg/l	37 kg/j	170 kg
Zn	0,80 mg/l	1,04 kg/j	5,6 kg
Cu	0,150 mg/l	0,195 kg/j	1,05 kg
Chloroforme	50 µg/l	65 g/j	350 g

Les prélèvements relatifs à l'autosurveillance sont réalisés au niveau de la station d'épuration de Chef-du-Pont en amont du bassin tampon.

Constats :

Le cadre GIDAF sera mis à jour en aval de l'inspection de façon à être cohérent avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23/05/2023.

Les valeurs limites d'émission sont globalement respectées pour l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.</p> <p>1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <ul style="list-style-type: none">• DCO (sur effluent non décanté) : journalière si supérieure à 300 kg/j• Matières en suspension : journalière si supérieure à 100 kg/j• DBO₅ (1) (sur effluent non décanté) : journalière si supérieure à 100 kg/j• Azote global : journalière si supérieure à 50 kg/j• Phosphore total : journalière si supérieure à 15 kg/j• Hydrocarbures totaux : journalière si supérieure à 10 kg/j• Ion fluorure (en F⁻) : journalière si supérieure à 10 kg/j• Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (3) : journalière si supérieure à 2 kg/j• Indice phénols : journalière si supérieure à 500 g/j• Aluminium et composés (en Al) : journalière si supérieure à 5 kg/j• Etain et composés (en Sn) : journalière si supérieur à 4 kg/j• Fer et composés (en Fe) : journalière si supérieure à 5 kg/j• Manganèse et composés (en Mn) : journalière si supérieur à 2 kg/j• Chrome et composés (en Cr) : mensuelle si supérieur à 500 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 200 g/j• Cuivre et composés (en Cu) : mensuelle si supérieur à 500 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 200 g/j• Nickel et composés (en Ni) : mensuelle si supérieur à 100 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20 g/j• Plomb et composés (en Pb) : mensuelle si supérieur à 100 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20 g/j• Zinc et composés (en Zn) : mensuelle si supérieur à 500 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 200 g/j• Chrome hexavalent (en Cr⁶⁺) : mensuelle si supérieur à 100 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20 g/j• Indice cyanures totaux : Journalière si supérieure à 200 g/j• Autre substance dangereuse visée à l'article 32-4 : mensuelle si supérieur à 100 g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20 g/j• Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 32-4 : mensuelle si

supérieur à 5 g/j - trimestrielle (2) si supérieur à 2 g/j

(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES.

(3) La mesure journalière du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et qu'une mesure journalière de leurs niveaux d'émissions est déjà effectuée sur ces composés de manière individuelle. La fraction des composés organohalogénés non identifiés ne représente alors pas plus de 0,2 mg/l.

Nota 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

Nota 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Constats :

Au jour de l'inspection, l'exploitant ne surveille pas les paramètres suivants : plomb, nickel, chrome, manganèse, étain, cyanures totaux, fer+aluminium, hydrocarbures totaux et ions fluorures. Ces paramètres doivent faire l'objet d'une surveillance dans le cas général si les flux seuils fixés par le présent article sont dépassés.

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant se positionnera sur la surveillance des paramètres précités sur la base d'une analyse récente de ses rejets.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Conformité au dossier de modification

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dernier dossier technique
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Selon le dossier "nouvelle ligne de production au format gourdes" (dernière version reçue le 14/04/2023), l'exploitant a formulé les engagements suivants : <ul style="list-style-type: none">- le local du nouveau transformateur disposera de parois et d'un plancher haut coupe-feu REI120 ;- le local TGBT (tableau général basse tension) sera situé au dessus du local transformateur. Ses parois seront également coupe-feu REI120 ;- Les dispositions constructives de l'extension seront les suivantes :<ul style="list-style-type: none">- structure métallique R15 ;- parois intérieures et extérieures de lisse A2s1d0 ;- toiture BRoof t3. <p>Le jour de l'inspection, les travaux n'étaient pas encore terminés, et l'exploitant n'avait pas encore réceptionné le DOE (dossier des ouvrages exécutés). Les travaux seront terminés en fin d'année 2023 au plus tard.</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : une fois les travaux terminés, l'exploitant justifiera le respect des dispositions constructives susmentionnées, par exemple sur la base d'un extrait du DOE.</p> <p>A noter que les locaux du nouveau TGBT et du transformateur sont en béton. Les murs de l'extension, en cours de construction, sont constitués de bardages métalliques avec isolation laine de roche.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : [...]Point de rejet n°7 (Nord-Ouest) - sortie Mont-Blanc - X : 383978 - Y : 6928449
Constats : Les coordonnées du point de rejet n° 7 (eaux usées industrielles) figurant dans l'arrêté préfectoral du 17/10/2018 sont celles de l'ancien point de rejet, qui n'est plus utilisé (cf. photo ci-après) :
 An aerial photograph of an industrial site. A black rectangular box highlights a small, dark, irregularly shaped area in the lower-left quadrant of the image, which is the location of the old discharge point. The surrounding area includes a large parking lot with several cars, industrial buildings with dark roofs, and a road. To the left of the highlighted area, there is a large, dark, irregularly shaped area that appears to be a pond or a large pool of water, surrounded by trees.
Le nouveau point de rejet, où sont dorénavant réalisés la surveillance et les contrôles, se situe à l'entrée du site voisin de la station d'épuration industrielle exploitée par la société "La Capipontaine".
PRESCRIPTION INADAPTEE : les coordonnées du point de rejet n°7 seront mises à jour à l'occasion d'un arrêté préfectoral ultérieur. Les nouvelles coordonnées de ce point de rejet sont les suivantes (Lambert 93) : X : 38 45 40 Y : 692 84 60
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les caractéristiques du point de rejet aménagé (à l'entrée de la station exploitée par la société la Capipontaine) n'appellent pas de remarques à ce stade. L'exploitant y a accès en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2018, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée :

2 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les niveaux sonores admissibles sont :

	Période de jour allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau sonore maximum (dB(A))	55	50

[...]

VI – Campagne de mesures des niveaux sonores et émergences

La société Mont Blanc doit réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores et émergences issus de son établissement au plus tard le 1er mars 2019. Si les prescriptions ci dessus (niveaux sonores + émergences) ne sont pas respectées la société Mont Blanc SAS réalisera des aménagements complémentaires. Une campagne de mesures sera réalisée au plus tard le 1er mars 2020 pour contrôler le respect des niveaux sonores et émergences prescrits.

Dans le cas où ces derniers aménagements ne seraient pas suffisants pour respecter les prescriptions ci dessus (niveaux sonores + émergences), la société Mont Blanc SAS devra poursuivre ses actions de limitation des nuisances sonores. La société Mont Blanc SAS pourra mettre en œuvre les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité qui prévoit que « Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette

distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable.

Un contrôle des niveaux sonores et émergences sera réalisé tous les 3 ans.

Constats :

L'étude relative à la seconde phase d'aménagements complémentaires (échéance au 01/03/2020) a été transmise par courrier du 19/09/2020. Selon ce dossier,

- un dépassement des niveaux sonores autorisé persiste au point de mesure 2 (nord du site) ;
- les émergences réglementaires sont fortement dépassées la nuit : 15,5 dB(A) au point ZER1 et 21,5 dB(A) au point ZER2 (l'émergence réglementaire maximale étant de 3 dB(A) en période nocturne).

L'exploitant a depuis mis en place des caissons et des panneaux d'isolation sonore pour confiner les principales sources de bruit identifiées (compresseurs et tour aéroréfrigérante" JACIR historique"). Certains éléments constitutifs de la tour ont également bénéficié d'un traitement antibruit spécifique (bassines des purges notamment). Le jour de l'inspection, les abords des points ZER1 et ZER2 ont été inspectés : le bruit perçu est relativement faible. L'exploitant a fait réaliser une nouvelle étude de bruit la semaine ayant précédé l'inspection. Il est dans l'attente de ses résultats.

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra dès leur réception les résultats commentés de la campagne de mesure des émissions sonores récemment réalisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : Selon la fiche de notification d'accident rédigée par l'exploitant le 16/06/2023, des effluents blanchâtres ont été signalés dans le Merderet, à proximité des points de rejet d'eaux pluviales de Mont Blanc. L'origine de ces effluents n'a pas été identifiée. L'évènement a eu lieu le lundi, jour de redémarrage hebdomadaire de l'usine après les nettoyages du weekend. L'exploitant s'est engagé à une vérification visuelle hebdomadaire du Merderet au niveau de la bouche d'évacuation du point de rejet n°2 des eaux pluviales. Le turbidimètre en sortie des eaux pluviales sud, avec système d'alarme reporté sur téléphone, a été mis en place comme annoncé. Selon cette surveillance, l'exploitant est parvenu à identifier l'origine de ces effluents : les canalisations d'eaux usées industrielles et d'eaux pluviales de la zone de réception et de pasteurisation du lait n'étaient plus étanches. Une partie des eaux issues du nettoyage des tanks à lait et de la zone de réception du lait migrait ainsi du réseau des eaux industrielles à celui des eaux

pluviales à l'endroit où ces deux derniers se superposent. Ces perforations ont été confirmées par une inspection caméra réalisée en juin 2023. Ces canalisations historiques ont été réparées par chemisage dans la foulée.

Selon l'exploitant, seule une petite partie du réseau a fait l'objet d'une inspection caméra. L'exploitant n'a pas été en mesure de dater les canalisations de collecte des eaux usées du site. Selon lui, une partie d'entre elles serait vieillissante. Aucune surveillance ni aucun plan d'entretien ou de rénovation préventive n'est actuellement mis en place.

NON-CONFORMITE : les canalisations ne font pas l'objet d'inspections régulières permettant de garantir leur étanchéité. Une inspection caméra de l'ensemble des réseaux devra être réalisée dans les 6 mois. Elle devra être accompagnée d'un plan d'action, avec fixation d'échéances, de surveillance périodique, avec réfection et/ou remplacement préventif lorsque cela s'avère nécessaire ou pertinent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Refroidissement en circuit ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.[...]
Constats : Par dossier transmis le 05/10/2023, l'exploitant a porté à la connaissance des services de l'inspection plusieurs modifications (déjà réalisées ou prévues) de ses installations permettant de réduire sa consommation d'eau. Plusieurs d'entre elles concernent le remplacement de systèmes de refroidissement en circuit ouvert par des systèmes en circuit fermé (récupération des eaux de refroidissement). Le jour de l'inspection, certains systèmes de refroidissement demeurent à eaux perdues : <ul style="list-style-type: none">- les stérilisateurs de gourdes ("Lagarde") : bouclage prévu d'ici la fin d'année 2023 ;- homogénéisateurs à pistons : boucle commune pour 3 d'entre eux (5 au total) d'ici la fin d'année 2023 ;- garnitures / lubrification des pompes : passage d'une vingtaine d'entre elles sur un circuit fermé, sur la trentaine identifiée ;- stérilisateurs des boîtes métalliques ("Rotomats") : la dernière étape du refroidissement est réalisée à l'eau de forage ;- évaporateur / concentrateur : lavage en boucle fermée durant l'année 2024. L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer si d'autres systèmes de refroidissement en boucle ouverte sont présents sur son site. NON-CONFORMITE : certains systèmes de refroidissement demeurent en circuit ouvert. L'exploitant transmettra la liste consolidée des systèmes de refroidissement en circuit ouvert présents sur son site. Pour chacun de ces équipements, il indiquera une échéance pour passage en circuit fermé. Ces échéances ne pourront dépasser le 31/12/2024. Dans le cas où un système à eau perdue, non inclus dans la liste demandée, serait constaté lors d'une inspection ultérieure, des suites administratives pourraient alors être proposées au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les compteurs des deux forages en activité (F2 et F3) sont relevés toutes les semaines. Or du fait du prélèvement maximal annuel autorisé (505 000 m ³ /an) et du débit maximal horaire autorisé (110 m ³ /h), le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j. NON-CONFORMITE : les compteurs des deux forages ne sont pas relevés tous les jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois